



HAL
open science

**Review of: Patricia Commun, les ordolibéraux Histoire
d'un libéralisme à l'allemande Paris: Les Belles Lettres,
[2016]**

Alain Alcouffe

► **To cite this version:**

Alain Alcouffe. Review of: Patricia Commun, les ordolibéraux Histoire d'un libéralisme à l'allemande Paris: Les Belles Lettres, [2016]. 2016. hal-01380176

HAL Id: hal-01380176

<https://hal.science/hal-01380176>

Preprint submitted on 12 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Notes de lecture

Patricia Commun, *Les ordolibéraux Histoire d'un libéralisme à l'allemande* Paris : Les Belles Lettres, [2016]

En un peu plus de 400 pages Patricia Commun nous offre une histoire de l'ordolibéralisme des années 20 aux années 60 du 20^e siècle un demi-siècle après la thèse de François Bilger. Naturellement durant ce demi-siècle les études consacrées à l'ordolibéralisme n'ont pas manqué à commencer par les travaux de Patricia Commun elle-même mais citons aussi la thèse de S. Broyer, celle de Raphaël Fèvre le livre et les articles de Jean Salchary, les articles de François Denord, Claire Mongouachon et une collection d'articles sous la direction de Robert Delorme et Agnès Labrousse, et une autre encore en mai 2016 sous la direction de Hugues Rabault.

L'ordolibéralisme – une tentative d'approche synthétique

. Le livre est divisé en deux parties, la première est consacrée au « renouveau de la pensée libérale » allemande dans les années 1920-1940 tandis que la seconde traite de la reconstruction d'un ordre libéral après 1945. La première partie est consacrée à la genèse des idées ordolibérales. Ainsi le premier chapitre retrace l'évolution des traditions économiques allemandes dans les années de l'après première guerre mondiale. L'économie en Allemagne s'est développée comme une branche des sciences camérales enseignées à l'université depuis l'époque moderne de sorte que la quasi-totalité des économistes ont reçu une formation universitaire et plus souvent encore ont été des universitaires avec peu d'exceptions à la différence de la France où l'administration et les écoles d'ingénieurs occupent une place de choix dans la formation des économistes. À la fin du 19^e siècle les liens entre l'Empire wilhelminien et les économistes avaient été particulièrement étroits : les élites politiques et les grands noms de l'économie se retrouvaient non seulement dans le Social Verein mais aussi dans la Staatswissenschaftliche Gesellschaft fondée tout exprès à Berlin par G. Schmoller, le leader de l'école historique. Finalement ce n'est par hasard que la « loi économique » la plus célèbre attribuée à un économiste allemand du 19^e siècle est sans conteste la loi de Wagner qui stipule que la part des dépenses publiques est croissante du fait des pressions pour que le progrès social suive le progrès économique. C'est dire que la méfiance vis-à-vis des dépenses publiques que l'on trouve dans les traditions économiques françaises ou anglaises n'était pas de mise en Allemagne de sorte que le courant libéral (dit de Manchester) était marginalisé.

Le chapitre 2 **L'expertise en matière de crises conjoncturelles et structurelles** est consacré à l'après première guerre mondiale marquée en Allemagne par l'hyperinflation des années 1922/3 puis par la montée du chômage après la crise de 1929. Patricia Commun montre la participation des ordolibéraux aux débats de la période. Ainsi Walter Eucken [1891-1950] voit en 1923, dans l'endettement et dans le gonflement de la masse monétaire l'inflation. Röpke [1899-1966], dans *Krise und Konjunktur* (1932) (en anglais 1936 - *Crises and Cycles*, avance une explication des crises qui annonce largement celle que présentera Hayek selon laquelle « c'est la création excessive de crédit par la Banque centrale, qui fait baisser le taux d'intérêt en dessous du taux d'intérêt, d'équilibre. Cet afflux de crédit permet alors des investissements, importants dans l'industrie des biens d'équipement, et, a contrario, une épargne forcée dans les industries dont, les profits sont inférieurs à l'inflation. Le surinvestissement, est plutôt un « mal-investissement ».,

Röpke attribue l'origine de la crise à la mauvaise gestion de la monnaie et rejette la thèse de la crise inéluctable du capitalisme, comme celle de la thèse de la sous-consommation [...]. Quant aux remèdes pour limiter le chômage, (réduction du temps de travail, interdiction du cumul, de l'immigration, et encouragement à l'émigration) ils sont vivement critiqués par Röpke comme les propositions de dépenses publiques. Au contraire, « l'État ne dev[r]ait en aucun cas se substituer aux investisseurs privés et dériver vers une politique économique dirigiste. Il était cependant la seule institution capable à la fois d'inspirer la confiance des créditeurs à l'étranger et de recréer la confiance nationale. Il fallait, pour ce faire, créer un élan initial qui serait à même de briser le pessimisme et le fatalisme ambiants que nourrissaient les haines anticapitalistes. Le rôle de l'État était plus celui d'un représentant de l'intérêt général, incitatif et psychologique, que celui d'un acteur économique ».

Dans le chapitre III Patricia Commun examine la réaction des libéraux allemands après l'arrivée des nazis au pouvoir le 30 janvier 1933. Elle examine en détail un article de Eucken, « Denken – warum? » (octobre 1933), dans lequel celui-ci défend la recherche d'une explication rationnelle du monde et rejette la « véritable hystérie collective antirationnelle et antilibérale » qui s'empare alors de l'Allemagne. Il soutient alors que les idées libérales ne conduisent pas au chaos et dans cette démonstration il en appelle à l'ordre libéral. PC procède alors à une anti-critique vigoureuse car ce recours à l'ordre a été interprété par les adversaires de gauche des ordolibéralismes comme une collusion avec les nazis. Patricia Commun est convaincante dans sa démonstration que l'ordre dont il est question chez Eucken n'a rien à voir celui des nazis. Elle n'a pas de mal non plus à montrer l'opposition sans compromis de Röpke et elle rappelle que pas moins de « 252 économistes allemands vont devoir quitter leur pays ». Elle retrace aussi minutieusement la mise en place d'une résistance libérale dont la forteresse est l'université de Fribourg autour de W. Eucken. À juste titre, elle insiste sur la foi protestante qui anime la plupart des économistes ordolibéraux

Le chapitre IV est consacré aux *Grundlagen der Nationalökonomie* (Les Fondements de l'économie nationale, parus en 1940) – après une analyse fouillée (50 pages), Patricia Commun conclut que « cette oeuvre place Walter Eucken au cœur de la résistance libérale allemande. La notion d'ordre économique, de cohérence entre ordre politique et ordre économique, est devenue centrale dans toutes les discussions menées dans la clandestinité des organisations résistantes protestantes et conservatrices sur la nécessité d'un retour à une économie de marché après la guerre ».

Le chapitre V très court est consacré à la rencontre avec le néolibéralisme français autour du colloque Lippman. Cette rencontre renforce l'intention des ordolibéraux allemands de mettre au cœur de leur programme la lutte contre les monopoles. La philosophie sociale d'un Louis Rougier va aussi influencer les ordolibéraux.

Le chapitre VI qui clôt la première partie est consacré aux propositions de Rüstow et Röpke. Après avoir défendu la logique du libéralisme, les deux auteurs vont critiquer la théorie économique libérale surtout dans la présentation des auteurs anglosaxons. Ainsi Rüstow reproche à la théorie économique libérale « sa cécité pour les problèmes de société et l'importance énorme des contraintes sociales hors de la sphère économique » mais il met en avant une opposition déterminée aux monopoles. Il cherche à définir un programme de troisième voie qui éviterait les écueils à la fois du collectivisme et du capitalisme. Il repose sur une séparation stricte entre le pouvoir économique privé et l'État. « Ce dernier devait se garder d'interventions qui bouleversaient le marché en permanence et empêchaient une planification à long terme et une direction financière solide dans les entreprises. »

Pour sa part durant ces années précédant la fin de la seconde guerre mondiale, dans le recueil d'articles *Civitas Humana. Grundfragen der Gesellschafts- und Wirtschaftsreform*. Zürich 1944 paru en Suisse en 1944 Röpke prône une « économie humaine » fortement influencé par l'encyclique l'encyclique *Quadragesimo anno* proclamée par le pape Pie IX le 15 mai 1931 et rédigée par le jésuite allemand Oswald von Nell-Breuning.

Naturellement les classifications des thèmes économiques comprennent une division « systèmes économiques » dont le premier thème est « capitalisme » mais à juste raison Patricia Commun parle d'un ordolibéralisme sociologique – il s'agit là d'un discours sur les caractéristiques d'un système capitaliste idéal déconnecté des réalités économiques et notamment des conditions de faisabilité.

La deuxième partie est plus factuelle tournée vers la « reconstruction d'un ordre libéral après 1945 ».

PC, sans minimiser les dégâts occasionnés par les bombardements, rappelle que « La destruction du potentiel industriel est plus limitée que ne le suggère l'aspect désolant des villes bombardées. Grâce à un patrimoine industriel en augmentation constante depuis 1936, grâce à une activité industrielle tirée par la guerre, ainsi qu'à des bombardements aériens sélectifs de la part des alliés américains, le potentiel industriel fut relativement peu amoindri par la guerre ». Mais les équipements sont une chose l'organisation de la production en est une autre et les limites d'une économie de commandement atteint vite ses limites et dès 1947, les puissances occidentales acceptent l'idée de « sauver » le maillon allemand de l'économie européenne. Encore faut-il convaincre la population que l'économie de marché est une meilleure option qu'une économie dirigée ou planifiée comme celles qui se mettent en place en France ou aux Pays-Bas. Le grand architecte de cette opération sera Ludwig Erhard [1897-1977] dont Patricia Commun connaît particulièrement bien l'itinéraire qu'elle retrace ici avec brio dans le chapitre 1 soulignant en particulier l'utilisation de la coloration sociale pour « vendre » l'économie de marché

Le chapitre 2 consacré à l'immédiat après-guerre traite de l'intervention dans la politique économique comme dans les débats sur les structures économiques des ordolibéraux. Ainsi le premier manifeste de l'ordolibéralisme : l'*Ordojahrbuch* paraît en mai 1948, peu avant la mise en place de la réforme monétaire et de la libéralisation des prix – véritable reset de l'économie allemande. La revue s'ouvre sur un article de Hayek en défense du « vrai individualisme » qui donne le ton. Patricia Commun passe ensuite en revue les différentes nuances de l'ordolibéralisme. Elle oppose ainsi un « ordolibéralisme « autrichien » représenté par Hayek pour lequel l'homme serait suffisamment « humble » pour respecter le cadre libéral à un ordolibéralisme allemand qui instruit par la démiurgie nazie insisterait davantage sur les différents moyens de limiter ces débordements. L'école de Fribourg a donc cherché du côté du droit les moyens de « faire obstacle à la croissance incontrôlée de tout pouvoir économique et politique ».

Pour sa part Röpke défendait les PME contre les grandes entreprises. La concentration en renforçant le pouvoir de négociation des grandes entreprises est défavorable aux travailleurs. Mais c'est surtout avec Alfred Müller-Armack [1901 – 1978] que l'économie sociale de marché devient une composante importante de l'ordolibéralisme. Celui-ci, un temps séduit par le nazisme se convertit à l'économie de marché à partir de 1943 à condition que l'ordre économique fasse sa place au « devoir de justice sociale ». Il défend ainsi la création « d'un droit social, condition au bon fonctionnement de l'économie de marché »,

Le Chapitre III montre comment Les ordolibéraux, très réservés vis-à-vis de la cogestion, hostiles à des politiques un peu ambitieuses de redistribution, se sont fait les gardiens de l'ordre libéral dans

l'Allemagne des années 1950 et 1960. Patricia Commun relève que l'indépendance des banques centrales qui sera le grand totem libéral de la fin du 20^e siècle est absent des préoccupations ordolibérales dans les décennies de l'après-guerre.

S'il y a peu d'avancée en matière de contenu, le chapitre IV montre comment Müller-Armack a réussi à infléchir selon les principes ordolibéraux la construction européenne dans les années 50.

L'influence de la pensée des ordolibéraux s'étend à l'ensemble des pays européens via les analyses de l'OCDE

Finalement Patricia Commun fait état d'un écart entre la société et l'économie rêvés des ordolibéraux et les compromis que constituent les institutions mises en place en Allemagne et elle conclut en évoquant « la grande déception des ordolibéraux est non seulement de voir les fruits de la prospérité trop rapidement dilapidés, mais aussi et surtout, en dépit de cette prospérité dont ils pensaient, à tort, qu'elle rendrait l'interventionnisme social de l'État moins indispensable, d'assister à la naissance et au développement d'un État-Providence qui sape les fondements économiques et humains de la société libérale et de l'individualisme libéral. »

Le livre s'achève par un chapitre consacré au dernier grand appel vibrant de Wilhelm Röpke en faveur d'un « ordre sociétal libéral en péril ». « Au-delà de l'offre et de la demande, vers une société humaine, Ainsi Röpke s'émeut des dangers apportés par la croissance économique – on commence à parler de la société de consommation vis-à-vis de laquelle la litanie des plaintes semble illimitée. Röpke est intarissable pour décrire les méfaits de la « croissance quantitative » mais l'autre péril que dénonce Röpke est constitué par la croissance de la population et finalement l'enchaînement diabolique : « plus les naissances sont nombreuses et plus la demande est forte, plus les investissements se multiplient et plus le plein-emploi est réalisé, plus la prospérité est grande et plus le ressort de l'économie est vigoureux »

Questions et perspectives :

Il faut savoir gré à Patricia Commun d'avoir réalisé cette synthèse d'auteurs prolifiques (la bibliographie compte une quarantaine d'entrées pour Böhm, Eucken, Erhard, Müller-Armack, Röpke et Rüstow surtout des livres. On apprécie particulièrement qu'elle se soit efforcée de donner la parole à ces auteurs en grâce à un choix de citations judicieux qui n'alourdit pas le texte mais au contraire fait progresser la présentation. En effet il ne s'agit pas seulement d'une œuvre de paléontologie où il s'agirait de suivre les bifurcations et les évolutions d'une espèce disparue mais on sent que l'auteure est persuadée que l'arbre du libéralisme dont elle cherche les racines chez Kant est encore vivant et qu'il y a des enseignements à tirer du rejeton du 20^e siècle apparu dans les circonstances dramatiques de l'après-première-guerre mondiale à la suite d'une hybridation avec la réforme protestante. Le livre met bien en valeur les différentes dimensions de l'ordolibéralisme, économique, juridique, politique, sociologique et rapproche adroitement les approches ordolibérales de celles de la seule prix Nobel d'économie, Elinor Ostrom. Mais si l'auteur a choisi hormis dans une introduction qui à juste titre insiste sur les raisons que nous fournit l'actualité de s'intéresser à l'ordolibéralisme, la sélection des auteurs et des thèmes comme leur ordonnancement relèvent d'une lecture propre que nous voudrions à présent questionner.

Les racines philosophiques

Patricia Commun insiste sur les racines kantiennes. Elle rappelle que « Le célèbre texte de Kant Qu'est-ce que les Lumières ? (1784) est cité dans l'article de 1948 comme une référence évidente par Walter Eucken, qui adhère sans réserves à ce manifeste d'émancipation intellectuelle vis-à-vis de

toutes les formes d'autorité, religion, État, philosophie, science et même histoire ou actualité » (p. 297). En même temps, dans un épisode de l'histoire des ordolibéraux ils se sont appelés « ricardiens » ce qui marquait leur volonté d'une approche déductive, mais aussi leur retour aux classiques et les références à Adam Smith en relation avec la conception du marché sont nombreuses or la recherche actuelle en histoire de la pensée économique s'intéresse aux analyses économiques de Hegel. Deux dimensions mériteraient de retenir l'attention : la dimension éthique du marché d'une part et la place de l'histoire (traitée par Eucken dans son article de 1938 "Die Überwindung des Historismus", Schmollers Jahrbuch, vol. 63 [62], 1938, pp. 191– 14).

La cogestion

Les racines idéologiques de la participation remontent en Allemagne aux débuts de la société industrielle moderne. Déjà dans la période Vormärz (1815-mars 1848), des économistes libéraux et même conservateurs sociaux, s'étaient prononcés pour une représentation des travailleurs dans les organes de direction des entreprises. Elles s'opéra finalement durant la guerre de 14 où des représentations des travailleurs furent instituées et pérennisées par la constitution de la République de Weimar. La cogestion connut un nouveau départ dans des secteurs particuliers en 1947 puis étendue à toutes les entreprises de plus de 500 salariés. Ce trait du capitalisme allemand n'est mentionné qu'en passant par Patricia Commun qui rappelle simplement que les ordolibéraux étaient loin d'être unanimes sur la question. Elle est contenue « en germe » dans l'analyse du travail que fait Röpke en 1932 (p.50). Elle ne réapparaît qu'à la page 228 où une note indique que « Ludwig Erhard et les ordolibéraux ne sont par exemple guère favorables à la cogestion (Mitbestimmung) qui se met en place progressivement à partir de 1952 » . P. 281 elle nous indique que Böhm et Eucken en font un exemple de la mauvaise gestion engendrée par l'interventionnisme étatique dans la république de Weimar précipitant sa fin. P. 309, la cogestion figure comme un des moyens d'assurer un « cadre où la justice sociale ne devait jamais se réaliser aux dépens de la liberté. ». Mais pp.321/2 les ordolibéraux (et en particulier Franz Böhm) n'y sont guère favorables dans la mesure où ils la considèrent comme une concession purement politique faite aux travailleurs pour les détourner du modèle communiste et acheter leur soutien au système libéral ». On voit toute la confusion qu'il y a à assimiler « économie sociale de marché » et ordolibéralisme c'est en tous cas une question à creuser.

L'indépendance de la banque centrale

Une autre surprise que réserve la lecture du livre vient du traitement de la Banque Centrale : PC écrit : « Il faut noter que le grand absent parmi les thèmes traités est celui du statut de la Banque centrale et de ou de l'indépendance de la Banque centrale. Cette thématique est à tort considérée comme un sujet ordolibéral central, dans la mesure où aucun des écrits ordolibéraux, et en particulier dans leur organe central l'Ordojahrbuch, ne traite de ce sujet » (p. 323). Cette affirmation est appuyé sur le jugement du « meilleur connaisseur français du sujet Éric Dehay : « La question de l'indépendance des Banques centrales n'a réellement été traitée dans la littérature économique que depuis une vingtaine d'années ; ce traitement suit en fait l'histoire même de l'indépendance, apparue pendant l'entre-deux-guerres puis assez peu appliquée [...]il est quelque peu abusif de considérer que la théorie ordolibérale traite de l'indépendance. En effet, il ne s'agit pas d'une question qu'ont évoquée les principaux auteurs et fondateurs de cette école ». On peut légitimement mettre en doute cet argument d'autorité et il suffit pour cela de se rapporter à l'article de Wilhelm Röpke Kernfragen der Wirtschaftsordnung ORDO: Jahrbuch für die Ordnung von Wirtschaft und Gesellschaft Vol. 48, Soziale Marktwirtschaft: Anspruch und Wirklichkeit seit fünfzig Jahren (1997 mais le manuscrit est de 1953), pp. 27-64 dans lequel il insiste expressément sur

l'importance de « l'indépendance de la banque centrale qui doit être garantie vis-à-vis de tous ceux qui ont un intérêt à ce qu'il y ait de l'inflation (en particulier un intérêt politique) » p.50.

Certes on peut interpréter en sens contraire les préconisations à laquelle était parvenue Eucken après analyse de l'hyperinflation. Eucken voulait une « constitution monétaire automatique » qui corresponde à un « stabilisateur de la valeur de la monnaie » et plaidait pour « une règle contraignante de la politique monétaire » (1952. Grundsätze der Wirtschaftspolitik. Bern: A. Francke). Peut-être faut-il admettre ici que nous avons un nouvel exemple des dangers du raisonnement par école. On peut trouver en effet des formulations plus ambiguës chez Eucken et naturellement Ludwig Erhard n'aurait sans doute pas apprécié d'avoir en face de lui une banque centrale qui poursuive des objectifs propres. Il est clair que dans les débats actuels une clarification serait bienvenue.

L'ordolibéralisme et l'écologie

Nous terminerons cette brève revue par une interrogation que soulève le dernier chapitre. Les accents de Röpke vis-à-vis de l'accroissement de la population et la destruction de la planète ne sont pas sans rappeler Bertrand de Jouvenel (un conservatisme libéral). Pour une fois on trouve le même écho chez Eucken dont les préoccupations vis-à-vis des conséquences environnementales du système économique était très avancée sur son temps et peut être aussi sur le nôtre : « le système économique fonctionne très bien mais il ne prend pas en considération les répercussion que la réalisation des plans individuels exerce sur l'ensemble des données sociale.. Un exemple est fournie par la destruction des forêts de l'Amérique du nord qui conduit à la détérioration des sols et du climat et au développement des prairies.. ou bien considérons les effets nocifs pour la santé qui sont la conséquence de l'industrie chimique et la pollution de l'eau. (Eucken, . Grundsätze der Wirtschaftspolitik).

Au terme de cette revue force est de constater que le livre de Patricia Commun n'épuise pas le sujet. Beaucoup reste à découvrir dans l'ordolibéralisme si l'on veut comprendre le rôle qu'il a joué dans le développement économique allemand et européen. Nous n'avons pas abordé la question de la concurrence et de son encadrement juridique ni replacé l'ordolibéralisme par rapport à des courants qui lui sont proches à l'étranger. Le chantier est vaste et soyons sûr que nous aurons encore besoin d'être guidé par quelqu'un d'aussi expérimenté que ne l'est Patricia Commun.

Alain Alcouffe

Professeur émérite

12/09/2016